

N/Réf. : 04-03-01/2018-05-02

Objet : Demande d'accès en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels¹

Monsieur,

Par la présente, nous souhaitons donner suite à votre demande d'accès à l'information reçue le 13 mai 2018.

En réponse à vos deux premières questions, vous trouverez en pièces jointes la procédure de traitement des demandes d'accès à l'information ainsi que le *Règlement sur la procédure de la Commission des transports du Québec*.

Aussi, les seules communications relayées au cabinet ministériel à propos des demandes d'accès traitées par la Commission ont lieu dans le cadre de l'exercice annuel de l'étude des crédits budgétaires. À cet égard, vous trouverez ci-jointe la fiche de renseignements produite lors de l'étude des crédits 2018-2019. Pour les années antérieures, l'information concernant les demandes d'accès est présentée dans les rapports annuels de gestion diffusés sur le site Web de la Commission.

Par ailleurs, bien qu'elle ne dispose pas d'une politique spécifique sur les communications avec des lobbyistes, la Commission se conforme à toutes les prescriptions de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme*. En outre, aucun renseignement n'a été transmis au cabinet ministériel à propos de communications avec des lobbyistes depuis 2015.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La responsable de l'accès aux documents et
de la protection des renseignements
personnels,

HC/nl
p. j. Demande de révision

Hélène Chouinard, avocate

¹ RLRQ, c. A-2.1

Demande de révision auprès de la Commission d'accès à l'information

Pouvoir

L'article 135 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée, en tout ou en partie, par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit ; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC Commission d'accès à l'information Bureau 2.36 525, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5S9 Tél. 418 528-7741 Sans frais : 1 888 528-7741 Télec. : 418 529-3102	MONTREAL Commission d'accès à l'information Bureau 18.200 500, boulevard René-Lévesque Ouest Montréal (Québec) H2Z 1W7 Tél. : 514 873-4196 Sans frais : 1 888 528-7741 Télec. : 514 844-6170
--	--

Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit explicitement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).